

# Mali/Au lendemain de son investiture pour un second mandat au sommet de l'Etat

## La "sécurisation" du pays, priorité affichée du président Keïta

AFP  
Bamako/Mali

*Et si la menace jihadiste demeure, il s'est félicité de l'amélioration de la situation, "tant au nord qu'au centre".*

LE président Ibrahim Boubacar Keïta a affirmé samedi que sa priorité restait la "sécurisation" du Mali à l'occasion du 58e anniversaire de l'indépendance du pays, toujours confronté à la menace jihadiste, et du début de son second mandat.

"La sécurisation du territoire national du Mali demeure notre priorité", a-t-il déclaré devant ses hôtes étrangers, après avoir déposé une gerbe au pied du Monument de l'Indépendance, dans le centre de la capitale.

La concrétisation des accords de paix signés à Alger en 2015 avec l'ex-rébellion à dominante touareg "a longtemps souffert de l'instaurer tardive de relations de confiance entre les différents protagonistes", a reconnu le président malien, dont la réélection en août reste contestée par l'opposition. Mais il estime que "la situation s'améliore, tant au nord qu'au centre du pays",

appelant néanmoins à ne pas "sous-estimer les efforts exceptionnels à encore déployer".

Tout en remerciant les pays amis du Mali, M. Keïta a reproché la frilosité de certains partenaires, sans les citer. "Vous ne pouvez pas imaginer à quel point nous sommes tristes quand nos partenaires et amis donnent l'impression de marchander leur soutien", a-t-il dit devant les représentants de la communauté internationale et une dizaine de chef d'Etat et de gouvernement africains, dont les présidents ivoirien, ghanéen, tchadien, congolais, burkinabé et mauritanien.

**"DE BON AUGURE"** • Les célébrations se sont poursuivies par un défilé de soldats de l'armée malienne, précédées par des contingents de sept pays ouest-africains (Tchad, Mauritanie, Guinée, Niger, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Ghana) et d'hommes des troupes étrangères qui participent à la lutte contre les jihadistes, la force française Barkhane, la mission de l'Onu (Minusma) et la force du G5 Sahel.

Le nord du Mali est tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une intervention militaire lancée en



Photo : AFP

Le président Ibrahim Boubacar Keïta a appelé à ne pas "sous-estimer les efforts exceptionnels à encore déployer."

janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement. Malgré l'accord d'Alger, les violences jihadistes se sont étendues du nord vers le centre et le sud du Mali et vers le Burkina Faso et le Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits ethniques.

Colonie française depuis la fin du XIXe siècle, le Mali avait accédé à l'indépendance le 20 juin 1960 au sein d'une fédération formée avec le Sénégal. Lorsque ce dernier s'en retire deux mois plus tard, le Mali proclame à son tour son indépendance le 22 septembre.

Le président français Em-

manuel Macron était représenté samedi à Bamako par son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

"Le Mali est en train de renaître, maintenant il faut être au rendez-vous" et mettre en œuvre les accords, a déclaré à l'AFP le chef de la diplomatie française.

"Le Mali a retrouvé sa fierté et les conditions sont réunies pour qu'une phase de stabilisation et de réconciliation se mette en œuvre, tous les éléments sont là", a-t-il ajouté.

**"N'EST PAS DEMOCRATE QUI VEUT"** • Les partisans du candidat malheureux à la présidentielle, Soumaïla

Cissé, continuent pour leur part de contester la victoire de M. Keïta, entérinée par la Cour constitutionnelle mais entachée de selon eux de "fraudes massives".

Ils ont dénoncé un usage excessif de la force lors de la dispersion vendredi par la police d'une manifestation qu'ils comptaient organiser à Bamako, ainsi que l'interpellation d'une dizaine de membres de la direction de campagne de M. Cissé.

"J'aurais souhaité que les résultats de la présidentielle soient acceptés par tous afin que nous puissions consacrer nos énergies et nos intelligences à surmonter les adversités. Mais mon vœu n'a pas été réalisé. Je le regrette profondément. N'est pas démocrate qui veut. On n'est pas démocrate seulement quand on gagne", leur a répondu samedi le président malien, tout en assurant que sa main "reste tendue".

Dans une déclaration écrite, Soumaïla Cissé, tout en fustigeant à nouveau un "hold-up électoral", a jugé "impératif de renouer avec le dialogue" afin de "rétablir un minimum de confiance pour, de nouveau, aller aux urnes", alors que le premier tour des élections législatives est prévu le 25 novembre.

### L'Afrique en bref

• **Egypte/Islamistes. 16 personnes condamnées à la prison à vie**

Un tribunal égyptien a condamné hier, après cassation, 66 personnes à la prison à vie, dont l'ancien chef des Frères musulmans Mohammed Badie, dans l'affaire de l'attaque d'un poste de police à Minya (centre) en août 2013.

• **RDCongo/Violences. Au moins 16 morts à Beni**

Au moins 16 personnes ont été tuées samedi soir dans la ville de Beni (est de la République démocratique du Congo) dans une attaque attribuée aux rebelles des Allied defense force (ADF), ont indiqué hier plusieurs témoins.

• **Somalie/Islamistes. 18 combattants tués dans un raid américain**

L'armée américaine a bombardé vendredi des positions de combattants islamistes somaliens shebab, affiliés à Al-Qaïda, dans le sud du pays, tuant dix-huit d'entre eux, un raid aérien de "légitime défense", ont annoncé les autorités.

• **Tanzanie/Naufage. Le pays enterre ses morts**



Photo : AFP

La Tanzanie endeuillée a réservé des "funérailles nationales" hier aux victimes du naufrage du ferry qui a chaviré trois jours plus tôt dans le sud du lac Victoria, faisant au moins 224 morts, et qui transportait près de trois fois le nombre de passagers autorisés.

## Nigeria/Vote pour un gouverneur dans le sud-ouest

### Pas de vainqueur désigné, la tension monte

AFP  
Osogbo/Nigeria

*Un nouveau rendez-vous avec les urnes a lieu cette semaine.*

LA Commission électorale a annoncé hier que les élections du gouverneur d'un Etat du sud-ouest du Nigeria, perçues comme une répétition générale pour l'élection présidentielle de février prochain, seraient reconduites la semaine prochaine, créant des tensions importantes au sein de l'opposition. Olusegun Agbaje, chef de la Commission électorale nationale indépendante (INEC) à Osun, a déclaré à la presse que les résultats de l'élection n'étaient pas clairs, car "le nombre de votes annulés est supérieur à la marge entre les deux principaux candidats".

Il a indiqué que les électeurs de sept circonscriptions devraient retourner aux urnes le 27 septembre pour départager Gboyega Oyetola du All Progress-



Photo : AFP

Les urnes n'ayant pu rendre leur verdict le week-end écoulé, les électeurs de l'Etat d'Osun doivent voter de nouveau cette semaine.

sives Congress (APC, au pouvoir) et Ademola Adeleke du Parti populaire démocratique (PDP, opposition).

Ces élections sont cruciales dans le pays, qui s'apprête à voter pour son prochain président en février 2019. La tension et l'appréhension étaient montées d'un cran dimanche après-midi, alors que l'INEC tardait à

révéler les résultats. Selon les premiers résultats, la différence de voix entre les deux principaux candidats s'élève à peine à 350 bulletins alors que l'INEC a enregistré près de 3 500 votes nuls.

En vertu de la loi électorale, aucun gagnant ne sera élu si la marge de victoire est inférieure aux votes annulés.

Davido, superstar de l'afropop et idole de la jeunesse nigérienne qui a affiché son soutien à son oncle, le candidat du PDP, a dénoncé hier ce "vol en plein jour", refusant un second tour, avant de calmer les esprits échauffés sur l'internet.

"La victoire est de toute manière certaine. C'est la volonté de Dieu", a-t-il conclu. Le soutien de Davido à son

oncle, le sénateur Adeleke, est très important sur la scène politique du pays et des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour le dernier meeting du candidat du PDP la semaine dernière.

Bien que les problèmes d'achat de voix, d'intimidation et de problèmes logistiques aient suscité de vives inquiétudes, le vote a été généralement jugé libre, équitable et sans violence par les observateurs locaux et étrangers qui ont suivi le scrutin samedi.

La police a toutefois déclaré que trois suspects avaient été arrêtés samedi pour un prétendu achat de voix à Osun et seraient poursuivis à l'issue de l'enquête.

Cette élection est le dernier test électoral majeur pour le président Muhammadu Buhari qui fait face à de nombreuses critiques alors qu'il se présente à sa propre succession à 75 ans et propose un bilan économique et sécuritaire dégradé.

### A travers le monde

• **Maldives/Présidentielle. Victoire du leader de l'opposition**

Le leader de l'opposition, Ibrahim Mohamed Solih, a remporté l'élection présidentielle aux Maldives hier, selon des résultats officiels, après une campagne controversée que des observateurs avaient qualifiée de truquée en faveur de l'homme fort de l'archipel, le président sortant Abdulla Yameen.

• **Mexique/Diplomatie. Le président élu ne veut pas "se battre" avec Trump à propos du mur**

Le président élu mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, a déclaré samedi qu'il ne voulait pas "se battre" avec Donald Trump à propos du mur que les Etats-Unis construisent à la frontière, mais qu'il était en quête d'un accord sur la question migratoire.